

AMNESTY INTERNATIONAL
BULLETIN D'INFORMATIONS /97

ACTION URGENTEⁱ

EXTERNE ÉFAI 97 - RIU 970091 - 1997 35/01/97

RIU 44/97

"Avertissement: Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer"

MENACES/CRIMES POUR LA SÉCURITÉ

PHILIPPINES Sénateur Paul Rocío

Juge Francis Garchitorena

Juge José Balejadia

José Manuel Diokno

Efren Moneupa

Timó Sanidad

Alexander Padilla

Theodore Te

Lorenzo Tanada

Wigberto Tanada

Francis Pangilinan, avocats militants des droits de l'homme

Londres, le 7 février 1997

Le sénateur Paul Rocío, président de la Commission sénatoriale des droits de l'homme et de la justice sociale, a reçu le 31 janvier une lettre de menaces de mort écrite à l'encre rouge. Des copies de cette lettre anonyme ont également été adressées aux juges Francis Garchitorena et José Balejadia du tribunal de Sandiganbayan (juridiction chargée d'instruire les affaires impliquant des représentants de l'État).

Le ton des lettres, leur contenu et le choix des destinataires laissent à penser que les auteurs sont des membres de la Philippine National Police (PNP, police nationale philippine). Ceux-ci tenteraient de menacer les personnes qui mènent les poursuites contre 27 policiers accusés de l'exécution extrajudiciaire probable de 11 membres présumés du gang responsable du hold-up de la banque Kuratong Balekeng, commis en 1995.

Les lettres contiennent, entre autres, les menaces suivantes :

« Ta fin est proche. Oui, ton dernier jour arrive [...] Nous avons déjà placé nos hommes tout à côté de toi. Tu seras mieux de prendre une décision juste [...] La prochaine lettre sera une bombe. »

Des menaces ont également été adressées à un certain nombre d'avocats, membres pour la plupart du Free Legal Assistance Group (FLAG, Groupe d'assistance juridique gratuite), qui assurent la défense des témoins de l'accusation dans cette procédure. Sans mentionner le nom des avocats, la lettre contient des précisions sur leurs voitures et leurs cabinets, ainsi que sur leurs parents et amis.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Bien que les violations des droits de l'homme perpétrées dans le cadre de la lutte contre l'insurrection aient diminué ces dernières années, Amnesty International est préoccupée par le fait que des membres de la Police nationale philippine continuent à torturer et maltraiter des suspects de droit commun et parfois à les exécuter sommairement. Ces inquiétudes ont été renforcées en mai 1995, lorsque 11 membres présumés du gang qui avait attaqué la banque Kuratong Balekeng ont été abattus pendant leur garde à vue. Les premières investigations avaient révélé que 98 policiers, dont quatre ayant le grade de général, étaient impliqués dans ces meurtres.

La suite de la procédure dans cette affaire très médiatisée a été sujette à controverse et a connu des rebondissements : certains ont affirmé que les responsables des meurtres bénéficiaient d'un climat d'impunité. L'ombudsman chargé d'enquêter sur les plaintes contre des représentants de l'État a dans un premier temps mis hors de cause tous les policiers soupçonnés. Il a ensuite retenu des charges à l'encontre de 27 d'entre eux, un seul général figurant parmi les principaux accusés. L'ombudsman a ensuite minimisé les charges pesant sur ce général et aucune condamnation n'a été prononcée à ce jour.

La version originale a été publiée par Amnesty International, Secretariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi. La version française a été traduite et diffusée par les Éditions francophones d'Amnesty International - ÉFAI -

AMNESTY INTERNATIONAL

BULLETIN D'INFORMATIONS /97

ACTION RECOMMANDÉE : télégramme/aérogramme/téléc/lettre par avion/lettre express/fax (en anglais ou dans votre propre langue) :

- exprimez votre préoccupation à propos de la sécurité du sénateur Paul Rocca, des juges Francis Garchitorena et Jose Balajadia et des avocats militants des droits de l'homme José Manuel Diokno, Efren Moneupa, Timo Sanidad, Alexander Padilla, Theodore Te, Lorenzo Tanada, Wigberto Tanada et Francis Pangilinan, qui ont reçu des menaces de mort en raison de leur implication dans la procédure concernant le hold-up de la banque Kuratong Balateng ;
- réclamez des mesures immédiates pour garantir leur sécurité ;
- demandez immédiatement l'ouverture sans délai d'une enquête approfondie sur les menaces de mort, ainsi que la comparution en justice des responsables ;
- demandez la poursuite rapide et impartiale de la procédure concernant la banque Kuratong Balateng de façon à dissiper toute impression d'impunité dont bénéfieraient les agents de l'Etat.

APPELS À :

Président	Ministre de l'Intérieur
President Fidel Ramos	Secretary Robert Barbers
Malacañang Palace	Secretary of the Interior and Local Government
Manila, Philippines	Dept of the Interior and Local Government
Fax : 65 2 855 7795/ 852 5795 (via Ministère des Affaires étrangères)	PNCC Complex
Télégrammes : President Ramos, Manila, Philippines	Epifanio de los Santos Avenue
Formule d'appel : Dear President Ramos/ Monsieur le Président de la République	Mandaluyong
	Metro Manila, Philippines
	Fax : 65 2 651 8550
	Télégrammes : Secretary Interior Barbers, Manila, Philippines
	Formule d'appel : Dear Secretary Barbers/ Monsieur le Ministry

Remarque : le ministre Barbers est responsable de la PNP ; lorsque vous envoyez un fax, si vous avez un message indiquant "numéro inconnu", réessayez ultérieurement, ce sera peut-être plus facile aux heures de bureau locales.

COPIES À :

Ministre de la justice
Secretary Teofisto Guingona
Secretary of Justice
Department of Justice
Padre Faure, Ermita,
Manila, Philippines
Fax : 65 2 586 916/ 507 424

ainsi qu'aux représentants diplomatiques des Philippines dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 27 MARS 1997, VÉRIFIER AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'il FAUT INTERVENIR.

MERCi.

La version originale a été publiée par Amnesty International, Secretariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi. La version française a été traduite et diffusée par les Éditions francophones d'Amnesty International - ÉFAI -

AMNESTY INTERNATIONAL
BULLETIN D'INFORMATIONS /97

La version originale a été publiée par Amnesty International,

Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.

La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -

La version originale a été publiée par Amnesty International, Secretariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi. La version française a été traduite et diffusée par les Éditions francophones d'Amnesty International - ÉFAI -